



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Contribution de la sociologie a l'économie rurale

Michel Cépède, Anne Madec

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Cépède Michel, Madec Anne. Contribution de la sociologie a l'économie rurale. In: Économie rurale. N°70, 1966. pp. 3-14;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1952>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1966\\_num\\_70\\_1\\_1952](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_70_1_1952)

---

Fichier pdf généré le 26/03/2019

## Résumé

Economie Rurale, N° 63, a publié un article de J. M.1 Boussard, intitulé « Réflexions sur l'objet de l'Economie rurale » dont la lecture ne saurait laisser indifférent. Sur bien des points de principe, les divergences qui se manifestent parmi les économistes ruraux sont exprimées par Boussard dans des termes que nous aurions tenu à relever si nous n'avions donné au même moment, aux Annales de l'Institut National Agronomique, un manuscrit intitulé « Contribution de la Sociologie à l'Economie Rurale » rassemblant aussi quelques réflexions sur la nature de notre discipline. Il nous est apparu plus utile de verser au dossier, avec l'autorisation des Annales, la presque totalité de cet article. Si Boussard voit l'économie rurale comme la pensée économique appliquée à l'agriculture, nous pensons que cette économie rurale est une biologie appliquée aux phénomènes sociaux dont la pensée économique n'explore que des aspects limités et trop souvent abusivement simplifiés. Ceci est important non seulement pour établir la problématique de notre discipline mais pour assurer la validité des applications des résultats de la recherche.

## Abstract

In « Economie Rurale » n° 63, an article from Boussard was devoted to : « Thoughts on the purpose of farm, economics ». Such article Was highly provocative. On many theoretical aspects the large differences of: opinion between farm economists are discribed by Boussard in such terms that we have should react immediately if we have had not at the same date, send for publication to the « Annales de l'Institut National Agronomique » a paper entitled: a Contribution de la Sociologie à l'Economie Rurale in which some thoughts on the nature of our discipline were included. It seems to us more useful , with the agreement of the a Annales, to reproduce practically all this article as a paper, to be put on the table. Boussard considers farm economics as « economic thought applied to agriculture », we do think that agricultural economics is a biology , applied to social facts, of which economic thought explores only limited and, too often over simplified aspects. Such approach is of importance not only from a theoretical point of view but also to ensure the validity of applying the findings of our research. .

# CONTRIBUTION DE LA SOCIOLOGIE A L'ÉCONOMIE RURALE

par Michel CEPEDÉ  
Professeur

et Anne MADEC  
Assistante

---

Economie Rurale, N° 63, a publié un article de J. M. Boussard, intitulé « Réflexions sur l'objet de l'Economie rurale » dont la lecture ne saurait laisser indifférent. Sur bien des points de principe, les divergences qui se manifestent parmi les économistes ruraux sont exprimées par Boussard dans des termes que nous aurions tenu à relever si nous n'avions donné au même moment, aux Annales de l'Institut National Agronomique, un manuscrit intitulé « Contribution de la Sociologie à l'Economie Rurale » rassemblant aussi quelques réflexions sur la nature de notre discipline. Il nous est apparu plus utile de verser au dossier, avec l'autorisation des Annales, la presque totalité de cet article. Si Boussard voit l'économie rurale comme la pensée économique appliquée à l'agriculture, nous pensons que cette économie rurale est une biologie appliquée aux phénomènes sociaux dont la pensée économique n'explore que des aspects limités et trop souvent abusivement simplifiés. Ceci est important non seulement pour établir la problématique de notre discipline mais pour assurer la validité des applications des résultats de la recherche.

---

## SOCIOLOGY, ITS CONTRIBUTION TO ECONOMICS

*In « Economie Rurale » n° 63, an article from Boussard was devoted to : « Thoughts on the purpose of farm economics ». Such article was highly provocative. On many theoretical aspects the large differences of opinion between farm economists are described by Boussard in such terms that we have should react immediately if we have had not, at the same date, send for publication to the « Annales de l'Institut National Agronomique » a paper entitled : « Contribution de la Sociologie à l'Economie Rurale » in which some thoughts on the nature of our discipline were included. It seems to us more useful, with the agreement of the « Annales », to reproduce practically all this article as a paper to be put on the table. Boussard considers farm economics as « economic thought applied to agriculture », we do think that agricultural economics is a biology applied to social facts, of which economic thought explores only limited and, too often oversimplified aspects. Such approach is of importance not only from a theoretical point of view but also to ensure the validity of applying the findings of our research.*

---

Voilà déjà plus de quinze ans que l'enseignement de l'Economie Rurale à l'Institut National Agronomique comporte plusieurs chaires dont l'une est appelée « Sociologie et Economie Rurale Comparée ». Depuis cinq ans, cette chaire est devenue un service ; grâce d'abord à la Fondation des Communautés Européennes pour la Recherche Universitaire, patronnant un projet de recherches communes aux laboratoires de Rennes et de Paris (Centre Européen de Recherches d'Economie et de Sociologie Rurales), puis à d'autres concours et enfin à l'établissement d'un Laboratoire I.N.R.A. annexé à la chaire, ont pu être entreprises des recherches inséparables d'un enseignement supérieur.

Le chemin parcouru auparavant, apparaîtra mieux par le rappel d'une anecdote qui remonte à moins

de trente ans : par une erreur dont les textes officiels ne sont pas toujours exempts, le répétiteur de Louis Tardy avait été désigné du titre, alors inexistant, de Chef de travaux d'Economie rurale. Un Chef de travaux d'une discipline expérimentale le félicitant de cette promotion et s'entendant répondre que c'était une simple erreur, ajoutait aussitôt : « Je m'en doutais bien, car des travaux pratiques en Economie, ça ne peut exister ! »... et une longue discussion devait s'ensuivre. Les temps ont bien changé et les sciences humaines ont depuis fait quelques progrès et sont reconnues comme domaine de recherches et support scientifique de techniques d'action.

La sociologie rurale s'est peu à peu dégagée de l'économie rurale, mais contrairement aux techni-

ques agronomiques, elle en est restée une partie, au même titre que la politique agraire et que les disciplines plus strictement économiques que sont la gestion des entreprises, l'étude des problèmes de commercialisation, des marchés, de la consommation, etc... Et pourtant, dans sa magistrale introduction à l'économie politique, Gaëtan Pirou écrivait : « L'Economie politique est un département dans cette vaste province du savoir humain qui forme la Sociologie ou Science sociale » (1).

Y a-t-il contradiction entre ces deux domaines ? Ce ne serait pas pour nous étonner et il faudrait alors nous préparer à assumer cette contradiction. Mais, est-ce bien nécessaire ? Il pourrait ne s'agir que d'une évolution divergente de vocabulaire : les « ruraux » ayant maintenu son sens large, presque aussi large qu'à l'origine, à l'économie, tandis que les « autres » auraient tendance à « épurer » l'économie de tout ce qui semblait résister à l'abstraction simplificatrice, prélude à une construction scientifique « rationnelle » au sens que cet adjectif a dans l'expression : « mécanique rationnelle ». Il suffirait d'ailleurs d'admettre que la science économique est une partie de l'économie rurale pour que la logique formelle la plus scholastique puisse bâtir une construction satisfaisante.

Une telle hypothèse risque de ne satisfaire personne aujourd'hui : ni ceux qui veulent voir dans le monde rural un domaine où la science économique se heurte à des exceptions d'une telle ampleur qu'elles révéleraient une différence de nature... ni ceux qui s'efforcent à ne voir dans l'Economie rurale qu'une application de la science révélée aux économistes généraux et pensent que ce n'est ni sans péché, ni sans sanction menaçante que les réalités rurales s'efforcent d'échapper aux « lois » scientifiques et rationnelles de l'Economie.

## I. — SCIENCE ECONOMIQUE OU SCIENCES SOCIALES ?

Elle n'est, cette hypothèse, pas si absurde qu'il y paraît si nous acceptons de soumettre à l'analyse sociologique objective les faits qui ont jalonné l'évolution de la science économique. Nul ne contestera que l'économie rurale a, en fait, constitué la science économique à l'origine ; jusqu'à la fin de l'Antiquité, les historiens de la pensée économique ne décèlent guère que des « géoponiques » et des « scriptores rei rusticae ». Certes, au Moyen Age, des moralistes interviennent pour prescrire comment il convient de se comporter dans le domaine économique et pour condamner les péchés inspirés par Mammon, la recherche du « *lucrum in infinitum* », qui ne recule pas devant la « fraude » pour ne pas payer le juste prix et essayer d'exiger plus... Les

pratiques des princes qui, lorsqu'ils se contentent de pratiquer la « rapine » (le vol par violence pour satisfaire leurs besoins de dépenses, voire de légitime munificence) ne sauraient être interdites sous peine de faire s'effondrer la société laïque, sont sévèrement condamnés lorsqu'ils s'abaissent eux-mêmes, à la « fraude », au vol par ruse, même en faisant usage, par exemple, du droit qui ne leur est pas contesté, de fixer la valeur des monnaies, c'est-à-dire de les altérer, surtout lorsque, tels de vulgaires marchands, juifs, lombards ou cahorsins, ils cherchent à s'enrichir pour s'enrichir et n'ont pas la modération de ne s'approprier que ce qu'ils ont besoin de dépenser pour tenir leur rang. Dans la société féodale, « l'économique » au sens d'Aristote est rurale. Bien sûr il y a, comme déjà dans l'Antiquité, des individus, des classes sociales dont les ressources ne proviennent pas principalement de leur chasse, de leur pêche, du produit de leur troupeau ou de leur travail paysan. Du moins si nous prenons ces termes au sens courant. A F. Bastiat, qui prétendait que dans l'Antiquité, grecs et romains avaient vécu de rapine, Karl Marx faisait déjà remarquer que pour qu'ils puissent vivre de rapine, il fallait bien qu'il y ait quelque part une production : une « économie ». L'Aristocrate, « homérique » dans la classification de C. C. Zimmermann, vit de rapine, forme d'économie de cueillette au sens large, et du travail de ses paysans qui constituent le troupeau d'une économie pastorale particulière : il est donc un « cueilleur », un « beuter » et un « pasteur de paysans », mais même si la communauté villageoise, ou le seigneur, fait travailler des artisans, entretient des esclaves, des fonctionnaires ou des clients, nul ne conteste que ce soit la nature et le labeur paysan qui soient l'origine de toute richesse : l'économie.

Certes, il est déjà un art de s'enrichir, mais il est en marge de l'économie : c'est la « chrématistique » et l'Antiquité comme le Moyen Age se garderont bien de les confondre et celui qui en fera métier restera en marge de la « cité antique », « mètèque », comme de la société chrétienne ou islamique. C'est un des pouvoirs souverains que de lui faire « rendre gorge », restituer les surplus de ses prélèvements de temps en temps : le souverain « pasteur de son peuple » le traite comme un animal domestique chargé d'exploiter mieux qu'il ne le ferait directement « les deux sources d'où proviennent toutes richesses : la terre et le travailleur » (K. Marx) (3).

Ces considérations nous aident à comprendre pourquoi les premiers économistes, parce que Français, vivant à la cour, comme Quesnay, ou fonctionnaires royaux, n'éprouvèrent pas le besoin de

(1) G. PIROU : Introduction à l'Economie Politique - Paris 1939.

(2) C.C. ZIMMERMANN Outline of cultural sociology - Cambridge - Mars 1948.

(3) K. MARX - Le Capital - œuvres Edition Pléiade.

mieux justifier leur théorie de la production : il leur paraissait d'une « souveraine évidence » que l'agriculture seule pouvait fournir un « produit net », les industries extractives permettant de s'approprier un « produit brut », l'industrie et le commerce étant « classe stérile » ou au moins, selon l'expression de Turgot : « stipendiée ».

Le premier volume des Actes de la plus ancienne Académie d'Agriculture du monde, fondée à Florence le 4 juin 1753, celle des Georgofili, imprimé en 1791, n'est-il pas intitulé « Atti della Real Società Economica di Firenze ossia dei « Georgofili » et ce n'est que bien plus tard qu'elle a pris le nom « d'Accademia Economico-Agraria dei Georgofili ». Si, sur ses armes, le caducée est entouré d'épis, de pampres et de rameaux d'oliviers, sa devise embrasse toute l'économie : « *Prosperitate publicae augendae* ». L'économie rurale englobait alors bien l'essentiel de l'économie au sens d'Aristote et des Physiocrates.

Tout naturellement, de même, R. Commons voulant consacrer à la production un chapitre de son livre de science économique, se demanda longtemps s'il ne devait pas l'appeler : Economie Agricole. Le maître de Chicago, comme les Physiocrates, ne discernait guère d'autres vraies productions que par l'agriculture. Cependant, dès la fin du Moyen Age, était intervenu ce que R. Gonnard a appelé : le Triomphe de Plutus et, des Caméralistes à Adam Smith en passant par les divers types de mercantilistes, c'est l'enrichissement du souverain ou du particulier, c'est-à-dire la chrématistique qui va devenir l'objet de la science qu'on appellera (Montchrestien, 1615) : économie politique. Leur souci sera l'« échange onéreux » et le « marché » est le cadre type des échanges ; ses mécanismes dépendront non pas tant des problèmes de production et de consommation que des attitudes des « vendeurs » et des « acheteurs », de « l'offre » et de la « demande ». Le marchand qui opère sur le marché avec d'autres marchands ne se soucie guère d'autre chose que de la psychologie de celui qui achète pour revendre. Ce n'est même plus toute la chrématistique aristotélienne qui fait l'objet de l'économie politique car la « chrématistique naturelle », celle qui permet l'échange entre producteurs consommateurs des produits que chacun a obtenu contre ceux qu'il veut consommer et qui ont été produits par l'autre, est vite secondaire. Les classiques (J.-B. Say et Ricardo) affirmeront bien que « les marchandises s'échangent contre des marchandises », même lorsque la monnaie intervient pour faciliter l'échange, mais ce coup de chapeau donné à la « chrématistique naturelle » du cycle « marchandise-argent-marchandise », c'est au cycle « argent-marchandise-argent » dont on attend qu'il procure plus d'argent à la vente qu'il n'en a été dépensé à l'achat, c'est-à-dire un « profit », que la science économique va se consacrer. L'affirmation la plus parfaite de cette conception « économique » va venir de l'école autrichienne

dite « psychologique » qui va inventer un modèle : « l'homo œconomicus ». La sociologie nous apprend encore à ne pas nous étonner d'une telle origine : c'est dans une société où, malgré son triomphe apparent en Europe Occidentale et en Amérique du Nord, l'homme d'argent, le commerçant, « l'homo œconomicus » justement, reste méprisé, demeure au sens antique un « mêtèque », que ceux qui étudient le développement du capitalisme vont affirmer qu'il a seul un comportement « rationnel ». C'est dans le monde anglo-saxon que le capitalisme moderne s'est développé le plus tôt et le plus brillamment et cela aussi peut aussi trouver ses explications sociologiques : aux travaux de Max Weber sur l'influence de la Réforme pourrait être ajoutée une comparaison entre les conceptions de l'aristocratie dans trois pays voisins : la péninsule ibérique où toute activité autre que de rapine ou d'administration foncière fait déroger, la France où certaines industries et entreprises dont le développement est souhaité et dans lesquelles le Roi lui-même donne parfois l'exemple en créant des manufactures, sont considérées comme compatibles avec la noblesse, enfin la Grande-Bretagne où, quelle que soit son origine et celle de son enrichissement, l'homme qui réussit a ses chances d'être anobli. Mais c'est en Autriche que l'affirmation va être faite parce qu'elle prend figure de défi vis-à-vis de la société demeurée hostile.

A l'opposé, c'est à Chicago, déjà, que Thorstein Veblen, dans une société capitaliste qui peut se croire composée d'hommes économiques, va montrer d'abord pour la classe qui a des loisirs (1899), puis pour toute une série de groupes : l'homme qui aime l'ouvrage bien fait (1914)... l'homme qui a des droits acquis (1919)... l'ingénieur qui calcule ses prix (1921)... que l'économie doit tenir compte de comportements « non économiques », d'homme de chair et de sang, de désirs, de motivations dont « l'homo œconomicus » est bien incapable. C'est aux Etats-Unis, au moment où le « soil conservation service » fut institué par F.-D. Roosevelt, qu'il fallut convenir que certains groupes ruraux pouvaient coopérer plus efficacement que beaucoup à l'œuvre de reconstruction des sols à condition de leur fournir des motifs « extra-économiques » et surtout de ne pas faire appel à des sentiments naturels à l'homme économique qu'ils se refusaient à être.

Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, Wakefield (4) avait remarqué que les colons américains manifestaient une grande répugnance au salariat et à la spécialisation et en concluait que ces sentiments paysans, encouragés par le Jeffersonnisme, entraînaient un système « barbare » peu propice au développement d'une économie nationale. Karl Marx (5) pensait que le

(4) E. G. WAKEFIELD - England and America - 2 vol. - Londres 1833.

(5) K. MARX - Le Capital - cf.

capitalisme triomphant aux Etats-Unis imposerait le salariat et la division du travail à ces gens qui manifestement n'en voulaient pas... Et pourtant, sans qu'il soit possible de prétendre que le capitalisme américain, même s'il devait décliner et se transformer profondément dans l'avenir, n'a pas atteint un développement extraordinaire, dépassant largement le britannique que Wakefield lui donnait pour exemple, en agriculture tout au moins, il nous faut bien constater avec George M. Beal (6) qu'aux Etats-Unis on ne compte qu'un salarié pour quatre personnes actives en agriculture et que si nous considérons comme « ferme familiale » celle qui emploie moins d'1,5 unité de travail salarié par an, 96 p. 100 des exploitations des Etats-Unis sont des « fermes familiales » et fournissent 80 p. 100 de la production agricole américaine. Bien plus, dans la diminution constante du nombre des fermes américaines, la catégorie qui augmente le plus vite est celle des fermes familiales ainsi définies qui fournissent à la vente pour 10 000 dollars et plus de produits agricoles. Que des événements aient mis en évidence récemment en France le refus d'échanger, même pour une condition économique supérieure, un statut de paysan pour un statut de salarié (7-8), nous paraît moins extraordinaire. Aussi le fait que des exploitations que de savants calculs nous feraient considérer comme « non viables » et dont paraphrasant Galilée, nous sommes tentés de dire « *E pur si muove !* » trouve-t-il une explication au moins partielle dans l'inadéquation de nos mesures aux vrais problèmes qui se posent aux hommes. Ceux-ci, même sur le plan strictement économique, luttent pour vivre, pour assurer un revenu à leur ménage et non pour maximiser la rentabilité de leur entreprise agricole... qui n'est qu'un moyen parmi d'autres de satisfaire leurs besoins. Un collègue a vécu, il y a quelques mois, une aventure qui mérite d'être contée car il s'en dégage une importante leçon : un professeur étranger lui ayant demandé de visiter un village d'exploitations « sous-marginales », il fut demandé au Centre de Gestion d'un de nos départements les plus critiques, de lui indiquer le meilleur exemple possible ; un village fut choisi dont aucune exploitation ne disposait d'un revenu supérieur aux deux tiers du « minimum viable ». Et nos deux collègues s'en furent le visiter. Après avoir traversé quelques villages assez misérables, ils parvinrent au but de leur voyage ; c'était un village de montagne moyenne, pimpant, fleuri, propre et où il semblait « faire bon vivre ». L'hôte étranger commençait à se croire trompé, et son conducteur à se sentir gêné, mais l'explication fut vite là, après une courte enquête : toutes les fermes du village comptaient au

moins une chambre pour vacanciers ; le revenu du ménage était donc pour partie un revenu extra-agricole ; bien plus, le revenu agricole lui-même était plus élevé que celui que faisaient apparaître les comptes de gestion puisqu'une partie de la production allant directement au consommateur était payée plus cher que le prix retenu pour calculer le revenu d'exploitation ; enfin, ayant dû faire, pour être en mesure d'accueillir des vacanciers, des investissements dans leur habitat, ces gens en avaient tout naturellement profité et ils « vivaient mieux » que leurs homologues ayant le même revenu global, à *fortiori* le même revenu de l'exploitation agricole. Lorsque Beal (6) nous apprend qu'aux Etats-Unis, en 1962, le revenu par tête dans l'agriculture comportait 35 p. 100 d'origine « non farm » (au Canada, en 1961 : 31,5 %), nous sommes amenés à conclure que les cas que citent les sociologues ne sont pas seulement des exceptions mais ont une importance réelle. L'un d'entre nous ayant eu quelque responsabilité dans la diffusion du raisonnement sur modèles en économie rurale (9-10), voire en économie alimentaire (11-12), il ne saurait se renier au point d'en mettre en doute l'utilité. Mais sans précaution à les manier, une mystification nous guette : croire que le modèle est seul vrai, seul rationnel et condamner, voire nier, ce qui paraît s'en écarter.

Certes, avec Lord Kelvin nous savons bien que sans mesure nous ne savons pas grand-chose, mais croire que l'on sait tout parce qu'on a pu mesurer une partie des éléments du problème est pire : il est une tendance naturelle du « technicien » de raisonner sur les informations disponibles, qui se trouvent ainsi privilégiées... à titre d'exemple, on considérera le seul travail agricole masculin à temps plein parce que les statistiques sont meilleures pour celui-ci que pour le travail à temps partiel et le travail féminin, même dans des régions où pour des ménages où les femmes dirigent l'exploitation et où les hommes n'y travaillent guère qu'à temps partiel. Il faut voir apparaître dans des études sur le terrain des rapports absurdes pour attirer notre attention sur l'inadéquation de nos instruments à la réalité qu'ils sont supposés mesurer..., il n'empêche pas que les modèles sur lesquels on continuera à raisonner seront par exemple ceux de l'exploitation à deux U.T.H. masculines à temps plein.

Certes, la mesure, le chiffre, nous permet seul d'énoncer des règles et de faire des calculs... mais si nous en arrivons à déclarer que les « prix sociaux » ou les « prix politiques » doivent être rejetés car

(6) George M. BEAL - The character of change in Agriculture - North America - 1<sup>er</sup> Congrès Mondial de Sociologie Rurale - Dijon 1964.

(7) DEBATISSE, La Révolution silencieuse, 1963.

(8) J. MEYNAUD, La Révolte Paysanne, 1963.

(9) DIVISIA Leçons d'économie, tome I. Agriculture - PARIS - 1946.

(10) M. CEPEDE - Du prix de revient au Produit net en

(11) M. CEPEDE et M. LENGELLE - Economie Alimentaire du Globe - PARIS - 1953.

(12) M. CEPEDE et M. LENGELLE - L'Economie des Besoins - PARIS.



« ils nous empêchent d'appliquer et de raisonner simplement », nous sommes victimes d'une véritable « aliénation scientifique » analogue à celle que Feuerbach dénonçait comme « aliénation religieuse » ; nous nous en remettons à nos modèles promus au rang « d'idoles rationnelles » pour décrire une réalité que nous nous refusons à étudier dans sa complexité. Il suffirait pourtant que nos « économistes » se rendent plus souvent sur le terrain pour qu'ils constatent que leurs modèles n'ont de réalité que dans la mesure où ils les « modèlent », c'est-à-dire les « déforment » pour progressivement les adapter. La tentation inverse est tout aussi « anti-scientifique » et aliénante que le comportement dénoncé par Feuerbach, des fidèles et des prêtres est « antireligieux » lorsqu'il conduit à l'aliénation et non à la libération vraie de l'homme. Nier ce qui n'est pas immédiatement mesurable et se refuse à s'ajuster au modèle théorique fait irrésistiblement penser à cet homme qui ayant perdu la nuit ses clés dans une rue sombre, les va chercher sous le réverbère car, là, au moins il y voit clair : juger de la prospérité ou de la non viabilité d'une économie familiale, régionale à la seule lumière du réverbère des comptes de gestion est un bon exemple d'aliénation.

## II. — SOCIOLOGIE ET REALITES

Les recherches auxquelles s'est consacré le Laboratoire de Sociologie et d'Economie Rurale Comparée de l'Institut National Agronomique permettent d'illustrer l'importance des facteurs trop vite considérés comme « extra-économiques » dans les problèmes réels de l'économie rurale au sens large. Laissons aux psychologues de débattre du comportement prétendu rationnel et cohérent de l'individu, sujet économique ; il nous suffit de prendre acte du fait, reconnu par Courtin (13) qu'un groupe, et d'autant plus qu'il est grand, n'a pas de comportement cohérent pour penser que le sociologue, l'homme des groupes, de l'homme socialisé est indispensable à l'économiste qui se voudrait efficace. Le problème de la coopération entre les diverses branches des sciences sociales est souvent aggravé par des sentiments de frustration, que les jeunes « sociologues » ressentent parfois comme un véritable sentiment d'infériorité dans leurs rapports avec les « économistes » et pourtant ces derniers n'en sont protégés, dans leurs rapports avec les « sociologues », que dans la mesure où, s'isolant du monde réel, ils concentrent leur attention sur le monde abstrait et « rationnel » des modèles qu'ils ont construits. Cependant, c'est chaque spécialiste d'un domaine des sciences sociales qui devrait avoir le vertige et rechercher l'appui de ses collègues devant la réalité,

(13) COURTIN : De l'ambiguïté des critères de distinction à la prétendue opposition de la micro et de la macroéconomie. R.E.P., janvier 1957.

c'est chacun qui devrait se sentir frustré lorsqu'il est isolé et inférieur et quand il rencontre l'autre ; c'est ce qu'exprime Duverger lorsqu'il dit : « Mais l'Economiste, l'Historien, le Démographe ne devraient pas perdre de vue l'ensemble des phénomènes sociaux et de leur connexité : quand ils approfondissent leur champ de leur spécialité, ils devraient conserver le souci des liaisons entre elles et les autres éléments de la vie sociale. Cela ne se fait point sans difficulté en pratique parce que le spécialiste d'une branche des sciences sociales est un amateur par rapport aux autres branches ».

« Cependant, s'il existe une science des sociétés, écrit d'autre part Durckheim, il faut bien s'attendre à ce qu'elle ne consiste pas dans une simple paraphrase des préjugés traditionnels, mais nous fasse voir les choses autrement qu'elles n'apparaissent au simple vulgaire ; car l'objet de toute science est de faire des découvertes et toute découverte déconcerte plus ou moins les opinions reçues. A moins qu'on ne prête au sens commun, en Sociologie, une autorité qu'il n'a plus depuis longtemps dans les autres sciences — et on ne voit pas d'où elle pourrait lui venir — il faut que le savant prenne résolument son parti de ne pas se laisser intimider par les résultats auxquels aboutissent ses recherches, si elles ont été méthodiquement conduites ».

Cette profession de foi figure dans la première Préface (1895) des « Règles de la Méthode Sociologique » et il semble qu'au moins en Sociologie rurale, il ne soit pas inutile de la refaire. Il est, en effet, peu de domaines, où l'on ait été autant, et si artificiellement, prisonnier de stéréotypes et d'idées préconçues.

Si à l'heure actuelle chacun s'étonne et parle de Révolution agricole, c'est que nous n'avons pas vu ou voulu voir que l'ensemble rural avait considérablement évolué (7). En effet, ceux d'entre nous qui auraient pu étudier ces transformations gardaient, souvent, de leur origine rurale plus ou moins proche une nostalgie inavouée qui n'est pas sans rappeler la manière dont les adultes se souviennent des Noël de leur enfance !

Cette attitude est désormais impossible.

Les « thèses » sociales mises en avant ayant été housculées, les sociologues ruraux se sont trouvés confrontés avec une masse de faits nouveaux, parfois contradictoires, ce qui paradoxalement leur a facilité la tâche ; si les résultats auxquels ils ont abouti par les méthodes propres à leur discipline, ont parfois été ironiquement jugés élémentaires ou évidents (14), ils n'en sont pas moins reconnus utiles et leur aide appréciable.

(14) « Les sciences idéologiques, morales ou politiques, sont des sciences comme les autres à la différence près que ceux qui ne les ont pas étudiées sont persuadés les savoir qu'ils se croient en état d'en décider » (DESTUTT DE TRACY : « Eléments d'idéologie », 1801).



Les travaux effectués par la Chaire de Sociologie et d'Economie Rurale comparée, à divers titres, illustrent cet apport de la Sociologie.

1. — L'attitude des agriculteurs vis-à-vis du progrès technique a constitué l'un des principaux thèmes d'étude des sociologues ruraux depuis la dernière guerre ; aussi le problème des motivations des agriculteurs à l'égard du progrès technique dans toutes ses formes est-il, à l'heure actuelle, un des mieux connus ; c'est également l'un des domaines où l'économiste doute sinon de ses méthodes et de ses calculs, du moins de la sagesse dont on qualifie d'ordinaire le paysan. L'économiste a découvert, en effet, que dans le domaine des investissements en matériel, cette « sagesse » pouvait s'avérer bien précaire et que l'achat d'un tracteur ou de tout autre matériel important n'était pas toujours la conséquence d'un calcul de rentabilité.

Les « investissements de prestige » ont, effectivement, dans la gestion économique des exploitations des résultats néfastes, mais ils n'en sont pas moins effectués car ils sont quelquefois nécessaires à la survie de l'unité familiale en elle-même ou de son statut social. Les jeunes agriculteurs ont évoqué très longuement ce problème devant le groupe de travail constitué pour l'étude des zones critiques (15). Ils sont parfaitement conscients de la complexité d'un problème qui porte atteinte, dans de nombreux cas, à la viabilité économique des exploitations. Plus important que celui de la viabilité de l'exploitation, pour lequel, à certaines conditions certes, les jeunes paysans savent, pensent ou au moins espèrent qu'il existe une solution, leur apparaît celui de la cohabitation des générations dans la maison familiale. Le conflit qui en résulte est d'autant plus grave qu'il n'est pas ressenti par les plus âgés qui ont vécu comme cela..., avec la même acuité que par les jeunes qui sont bien décidés à ne pas supporter ce que les vieux ont accepté. Le choix d'aménagement dans l'habitat, pour assurer une certaine indépendance aux jeunes ménages alors que les investissements plus « rentables » seraient possibles dans l'exploitation, est loin d'être illogique s'il doit permettre de garder des jeunes indispensables à la pérennité de l'entreprise.

Que dire à un père qui achète un tracteur ou une automobile dans l'espoir qu'ainsi son fils restera sur l'exploitation ? Il est possible, qu'à terme, d'autres

investissements eussent été plus rentables pour l'exploitation et auraient amélioré la situation du fils, mais ils n'auraient pas eu cet effet immédiat : l'empêcher de partir ; le pouvoir de séduction d'un plan de gestion bien équilibré est tout simplement moindre que ne le croient les économistes ; il est parfois même nul. Si certains agriculteurs font des « erreurs raisonnées » d'investissement, d'éléments de progrès technique, d'autres font des choix que les spécialistes qualifient d'aberrants et, circonstance aggravante pour ces derniers, ils les font de propos délibérés.

Un exemple typique est celui d'un forgeron d'un village de montagne que nous avons rencontré au cours d'une enquête sur l'avenir agricole d'une haute vallée alpine dont l'équipement sportif et touristique (d'hiver et d'été) était, sous l'impulsion de personnalités extérieures, envisagé. Contrairement à la majorité des agriculteurs, notre forgeron manifestait, cette année-là, une grande satisfaction, alors qu'à notre première visite, il apparaissait comme particulièrement pessimiste et sceptique vis-à-vis des possibilités de changement. Cela méritait d'être examiné plus avant et dans la conversation poursuivie vint l'explication ; les enfants faisaient de bonnes études, ils pourraient faire l'école normale, quant à lui... il avait changé de vache. « Celle de l'an dernier me donnait 12 litres de lait par jour, je vendais ce lait au mieux 23 francs le litre au ramasseur, mais lorsqu'il y avait des touristes je n'avais pas le droit de leur en vendre car le ramasseur ne m'aurait pas pris mon lait les autres mois et chaque jour, devant ma porte, les touristes achetaient 40 francs et plus le litre de lait que je vendais 23. Je piquais une colère à chaque coup ! J'ai vendu cette vache et j'en ai une maintenant qui ne me donne que quatre litres par jour, c'est assez pour la femme et les enfants... car moi, je n'en bois pas ! » (fort vraisemblable remarque à considérer notre homme !) « je n'ai pas à en acheter, et je n'en ai pas à vendre..., je ne me mets plus en colère. Ça va bien mieux... » Là ce n'est pas seulement l'économiste qui devra admettre qu'il est d'autres objectifs rationnels économiques que de « coûts et avantages comparatifs », c'est le technicien qui va se trouver déconcerté par une réaction non seulement explicable, ce qui est secondaire, mais surtout constituant un fait, ce qui ne se peut écarter.

Pour sûr, il est des investissements qui ne s'expliquent que par des motifs moins satisfaisants..., moins satisfaisants non point logiquement mais éthiquement peut-être. On reproche souvent aux agriculteurs de faire des « investissements de prestige ». C'est vrai qu'ils achètent parfois un tracteur trop fort, voire inutile parce que le voisin en a acheté un et qu'on ne saurait faire moins que lui..., mais est-ce si particulier au monde rural ? Combien d'acheteurs de Cadillac ou de Jaguar auxquels une Dauphine suffirait à assurer le service qu'ils demandent ? Combien d'améliorations foncières dont profitent aujourd'hui

(15) Le Centre Européen de Recherche en Economie et Sociologie Rurale (Paris, Rennes) a entrepris pour le compte de la Communauté Economique Européenne : l'étude des « zones critiques » : Définition, Diagnostic, Remèdes. A l'occasion de cette étude, nous avons eu l'occasion de rencontrer des groupes de jeunes agriculteurs des départements que nous avons considérés, par hypothèse, comme pouvant faire partie des zones critiques : Corrèze, Lot, Aveyron, Cantal, Lozère, Ardèche, Haute-Loire d'une part et Tarn, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Gers d'autre part.

d'hui les fermiers « economic conscious » des environs de Paris n'ont été réalisés que pour des motifs de prestige par leurs prédécesseurs qui ont fait de l'agriculture à coup d'argent parce qu'il convenait, pour affirmer une réussite financière, d'être propriétaire d'un bien rural qui vous fasse honneur...

2. — La vulgarisation n'a pas, jusqu'ici, fait assez de cas des constatations du sociologue et l'agriculture française constitue un domaine de recherches non moins riche que l'américaine ou les pays dits « en voie de développement ». Elle compte aussi des groupes aussi différents des modèles simplifiés que les « amishs de Pennsylvanie » ou les paysans d'Afrique Noire, d'Asie ou des plateaux andins... et il faut quelque suffisance pour mettre dans l'échelle des valeurs humaines, des civilisations, le fermier du Bassin parisien ou son conducteur de tracteur au-dessus du berger cévenol ou du paysan cabrais. Si, nous débarrassant de ces jugements de valeur, nous acceptons de prendre les hommes tels qu'ils sont et respectons les objectifs qu'ils se donnent librement, il nous faut les étudier, et c'est faire œuvre de sociologue, pour les aider à atteindre ces objectifs par la « vulgarisation » de nos connaissances, en mettant celles-ci à leur service.

Il ne suffit pas de se mettre au service des groupes, il faut choisir les méthodes qui permettront de les informer. Malgré certains succès, les échecs de la vulgarisation sont patents. La méthode des « fermes-pilotes » devait représenter un progrès sur celle des « fermes modèles » et elle n'a pas donné tous les résultats qu'il était logique d'en attendre. L'exploitant d'une ferme-pilote avait bien été choisi parce que représentatif du groupe des fermes à faire évoluer, mais le fait même qu'il acceptait cette « aventure » montrait qu'il était plus ouvert au progrès, parfois plus capable, parce que plus riche, d'absorber un échec... trop souvent son profil psychologique était différent de celui de ceux qu'il avait mission d'entraîner dans son sillage. Les autres agriculteurs pensaient que ce qui réussissait sur la ferme-pilote n'avait aucune chance de réussir chez eux..., ils pensaient que le fermier-pilote était payé, protégé, aidé..., en quelque sorte privilégié. Comme les agriculteurs n'aiment pas poser de questions à un voisin sur des problèmes techniques, il leur suffisait de se donner ces « bonnes raisons » pour que tout le système soit rendu inefficace par un fossé entre le fermier-pilote et ses voisins. Une étude des profils psychologiques en présence permet d'éviter cet inconvénient ; elle a été parfois faite, elle n'a pas été généralisée. L'une des raisons des succès des C.E.T.A. provient sans doute du fait que l'adhésion au groupe constitue une présomption d'ajustement spontané qui, en l'absence de recherche préalable, ne pourrait être qu'accidentel dans la méthode précédente.

3. — Si l'attitude des agriculteurs face au pro-

grès technique (16), aux investissements a fait l'objet de nombreuses investigations, celles ayant trait à leurs motivations en tant que producteur face au marché sont très restreintes ; cette attitude est cependant étroitement liée à celle que nous venons d'aborder. Le domaine des marchés est cependant un domaine mouvant par excellence, ce que chacun déplore et tente d'expliquer économiquement ou se contente de mentionner que des variables psychologiques entrent en jeu, en particulier celles de l'information, de la prise de décision, etc...

L'*Homo œconomicus* possède parmi ses nombreuses « qualités » celle d'être parfaitement informé de l'état du marché à tout moment. Ce n'est guère le cas de l'agriculteur moyen isolé. Le décalage qui existe entre le moment où il est informé de l'état du marché et le moment où il y apporte sa production est souvent très important — même en supposant que cette production soit immédiatement disponible. Or les réseaux d'information, la forme que prend cette information, la manière dont elle joue dans les décisions de l'agriculteur ne sont que très superficiellement connus.

Une analyse de l'effet de « time lag », de délai, suffirait sans doute, en y ajoutant les « risques » et « incertitudes » qui font que le producteur, lorsque arrive la récolte, ne dispose pas exactement de la quantité de production qu'il avait décidé de prévoir, à rendre compte de ce qui s'est produit sur les marchés. Mais cette analyse est insuffisante à rendre compte des comportements réels si elle ne tient pas compte des motivations différentes qui, selon les groupes, déterminent les attitudes des producteurs. Comme l'action, la politique suppose une prévision correcte des comportements futurs, il ne suffit pas pour l'éclairer que le « modèle » ait une valeur explicative du passé, il faut que l'explication ait quelque valeur pour prévoir le futur. Pour être plus concrets, prenons l'exemple de la production du blé en France qui est assurée par une population hétérogène de producteurs puisqu'il y a une dizaine d'années, sur 900 000 livreurs de blé à l'O.N.I.C., 51,4 p. 100 de la collecte annuelle était fournie par 93 p. 100 des livreurs, ceux de moins de 200 quintaux, livrant en moyenne 45 quintaux chacun, le reste, soit 48,6 p. 100, par 7 p. 100 des livreurs, ceux de plus de 200 quintaux, livrant en moyenne 545 quintaux, ou plus de dix fois la livraison moyenne de chaque membre du premier groupe.

A la même époque, une enquête prenant pour base 100, le prix officiel à la production, révélait des coûts de production calculés variant entre 52 et 120 selon les exploitations. « Certes, les coûts extrêmes étaient exceptionnels, mais leur existence même, en particulier celle des prix supérieurs au prix garanti, mérite réflexion. Ces coûts ne s'expliquent que par

(16) H. MENDRAS. Les Paysans et la Modernisation de l'Agriculture PARIS 1958.

le fait que les exploitations à coûts élevés sont toutes des exploitations familiales où le travail, bien qu'il représente 40 p. 100 du coût calculé de la production, n'entre pas dans les dépenses monétaires. En fait, si nous prenons, exemple pas trop exceptionnel dans ce groupe, un coût de 110 p. 100 du prix garanti, nous pouvons admettre que le coût calculé du travail est de 34 ; ces 34 représentent la rémunération du travail familial ; il en résulte que ce travail n'a reçu que 77 p. 100 du salaire intervenant dans le coût calculé. Ceci est déjà grave, mais il y a plus sérieux : supposons que pour stabiliser, voire diminuer la culture du blé, on décide, conformément aux théories économiques les plus couramment admises, de réduire le prix du blé par exemple de 10 p. 100, soit à 90 : les exploitations capitalistes les moins bien placées seront amenées à réduire leurs emblavements si — ce qui est le cas général — elles peuvent substituer au blé une production plus rentable ou bien chercheront à réduire leurs coûts de production par une extensification en réduisant le travail, en mécanisant par exemple, et en mettant des salariés au chômage. Mais l'exploitant familial, dont le coût de production est parfois déjà plus élevé, ne peut penser à se mettre lui-même et les siens en chômage... il ne travaille pas pour un profit mais pour un revenu. Il tentera sans doute de faire des économies sur ses dépenses extérieures, mais sûrement il essaiera de leur substituer ou de leur ajouter du travail supplémentaire : il fera, par exemple, cette chose « économiquement absurde » de remplacer une dépense d'engrais par une façon culturale et vraisemblablement essaiera de produire plus pour s'assurer le même revenu. Pour la production laitière, on reconnaît généralement aujourd'hui qu'une baisse de prix entraîne, contrairement aux lois économiques classiques, un accroissement de production (17).

C'est cependant dans ce domaine qu'une enquête récente laisse à penser que les petits producteurs de lait présenteraient des comportements plus « économiques ». Le fait mériterait d'être analysé et ses causes recherchées : meilleure information économique, acculturation plus ou moins justifiée, c'est-à-dire, éducation ou mystification, à la pensée économique courante ?...

De toute façon les comportements de producteurs doivent être connus et analysés (18) et les facteurs sociologiques ne sauraient être absents de cette analyse.

4. — Si les facteurs psychologiques ont une profonde influence sur l'attitude du producteur, ils en ont également sur celle du consommateur qui, au fur et à mesure de son ascension sociale — et donc de la modification de ses revenus — transforme différemment sa consommation. En dehors même

des « lois » de la consommation des divers aliments (19), les facteurs sociologiques interviennent différemment sur la consommation des divers types d'un même produit. Au cours d'une excursion dans le vignoble Beaujolais, un économiste étranger se récriait en constatant les méthodes « artisanales » de vendanges. Il fallait, disait-il, faire tomber les feuilles au moyen d'aspersion de « weed killers » et passer ensuite dans les rangs avec des aspirateurs à grains qui conduiraient ceux-ci directement à un pressoir également automatique ! Cette mécanisation poussée permettrait d'obtenir des vins à meilleur coût et donc plus faciles à vendre. Le raisonnement ne manquait certes pas de vigueur, mais cet économiste oubliait qu'un vin ainsi produit n'aurait plus de Beaujolais que le nom et se transformerait en « vin courant ». Le coût serait abaissé, certes, mais la demande aussi. Les vignerons perdraient donc sur les deux plans. Notre « économie d'abondance » offre des marchés pour des produits chers qu'elle refuse à des produits courants. Les poulets, comme le vin, fourniraient, s'il en était besoin, de bons exemples.

5. — Ce que l'on a appelé « la Révolution Ménagère » (20) a démontré le bien fondé d'une démarche « psychologique » même en matière de progrès économique ; cette action s'est déroulée principalement en Bretagne où les conditions d'habitat rural sont particulièrement défectueuses. Il ne vient pas, logiquement, à l'esprit de prétendre que les transformations de l'habitat rural sont un préalable au progrès économique de l'exploitation ; l'attitude habituelle vis-à-vis de ce problème était, jusqu'à présent, inverse : d'abord des investissements dans l'entreprise et ensuite dans l'habitation. L'accélération constante du progrès technique, l'adaptation aux conditions économiques du moment, un souci de rentabilisation maximum de l'exploitation considéré comme nécessaire à toute transformation de l'habitat repoussaient perpétuellement celle-ci. L'expérience des fermes-pilotes de l'E.D.F. a démontré le contraire : la transformation de l'habitat doit se faire simultanément, voire même avant, les transformations de l'exploitation. En effet, un cadre de vie plus agréable, plus rationnel entraîne une plus grande ouverture d'esprit, une plus grande fréquentation du monde extérieur et, par le biais des investissements qu'il a fallu faire pour l'obtenir et de la prise de conscience du plan de financement, une incitation économique non négligeable à augmenter les revenus de l'exploitation par des améliorations techniques et économiques. C'est ainsi que parmi ces agriculteurs, plus d'un en est venu à adhérer à un centre de gestion et, quelquefois, à transformer son système d'exploitation de fond en comble. Le changement est une aventure dans laquelle le

(17) M. CEPÉDE et G. WEILL : *L'agriculture*, P.U.F., 1965.

(18) FATIS VII, 5, Paris, 1960.

(19) CEPÉDE et LENGELLE, 1953 (11).

(20) R.M. BOUNIOL et A. CANIVENQ - *La Révolution Ménagère* - Rennes 1960.

paysan hésite à se lancer pour seulement gagner plus d'argent, mais s'il a l'espoir de mieux vivre, il s'efforcera de gagner ce qui lui est indispensable pour pouvoir atteindre son objectif ; ainsi, le cadre de vie amélioré crée de nouveaux besoins qui s'ajoutent au processus d'incitation.

Cette étude a permis de mettre très nettement en évidence le bien fondé d'un ordre « psychologique » des investissements — domaine jusqu'alors soumis à une stricte logique économique — et de réfuter l'argument très répandu selon lequel « les considérations sociologiques sont plus souvent freins que moteurs de l'évolution ».

Il est possible de citer une autre étude à l'appui de cette réfutation : celle de Vallouise réalisée pour l'ANMER.

6. — Si nous considérons cette vallée du point de vue de sa mise en valeur rationnelle par l'agriculture, en 1970, il faudrait environ 120 Unités de Travail Humain, soit — en adoptant la définition officielle — 60 exploitations de 18 hectares, alpages non compris, ce qui entraînerait la « suppression » de 158 exploitations et 181 personnes. Cette hypothèse est insoutenable pour plusieurs raisons.

Une des principales en est le rythme saisonnier du travail. Ce phénomène, aujourd'hui, bien mis en valeur dans les pays en voie de développement est important, pour des raisons climatiques, dans certaines régions des pays développés, en particulier dans les régions de montagne. Ainsi, en Vallouise, si durant l'hiver le travail agricole est réduit aux soins des animaux, les trois mois d'été sont très exigeants en travail et il est impensable que deux personnes puissent l'assumer dans une région aussi accidentée.

Par ailleurs, une vallée, aussi peu densément peuplée, serait-elle socialement viable ? On peut répondre non sans hésiter car elle ne l'est déjà plus dans sa situation présente. Le « minimum démographique » et le « minimum social » ne sont déjà plus assurés. Les touristes seraient-ils attirés par des villages abandonnés ? Il n'est pas jusqu'à « l'équilibre naturel » qui ne suppose une certaine densité de population. C'est une idée fausse que de considérer que la nature, telle que nous la connaissons et l'apprécions, se conserve ou même s'améliore en l'absence de l'action de l'homme. Les parcs naturels, réserves biologiques, sont des laboratoires indispensables aux recherches écologiques ; ils peuvent constituer une curiosité pour le touriste, mais celui-ci n'aura pas grand plaisir à y demeurer car le spectacle de la nature livrée à elle-même est tragique, la maladie et la mort étant tout aussi naturelles que la bonne santé et la vie. Le parc que le touriste fréquente, où l'homme fatigué se repose, où le malade recouvre la santé, où peuvent s'ébattre des enfants doit être entretenu. Le forestier et l'agriculteur sont, selon l'expression de collègues suisses, les indispen-

sables « jardiniers du paysage » (21), aussi lorsqu'on est tenté de proposer de laisser aux touristes telle ou telle zone critique, singulièrement les régions de montagne, il convient de se rappeler qu'ainsi que l'affirme la déclaration de Cunéo (22) : « Un village, une vallée inhabités ne peuvent être ni un lieu de repos, ni un centre de sports, ni un lieu de villégiature. L'économie forestière nécessite non moins la proximité de l'homme » (23). « Pour de la terre qui a beaucoup servi », comme Giraudoux le disait de celle de Bellac, il faut se rappeler que toute diminution de la pression démographique risque d'entraîner une rupture de l'équilibre laborieusement établi entre l'homme et le sol et se révéler plus dangereuse pour la conservation de la fertilité, voire du sol, que l'augmentation de cette pression (24).

7. — Le seul moyen de concilier toutes ces exigences est la solution du « Part-time », par ailleurs si décrié bien que peu étudié. Afin de maintenir les revenus des ménages à un niveau satisfaisant, de permettre une culture correcte des terres, d'assurer une vie sociale supportable, chaque famille doit pouvoir compter sur une part de revenus extra-agricoles provenant par exemple du tourisme. Les solutions économiques pures ne peuvent, à longue échéance, sauver la vallée car il est trop simpliste de croire que les individus ne recherchent qu'un profit maximum. A quoi sert d'avoir un revenu confortable si l'hiver vous ne pouvez aller au cinéma parce que le chasse-neige ne monte plus chez vous ? si vous n'avez plus d'école ?

Le part-time, considéré *a priori* comme dépassé, est cependant une solution adaptée dans bon nombre de petites régions. On peut même se demander comment pourraient fonctionner certaines exploitations extensives hautement spécialisées n'employant presque exclusivement qu'une main-d'œuvre temporaire très étroitement saisonnière, si cette main-d'œuvre ne trouvait au dehors de ces exploitations un revenu d'appoint (25).

Si elle n'en trouve pas, ou si elle estime ne pas pouvoir accepter en dehors de la période de gros travaux des salaires trop inférieurs, cette main-

---

(21) O.C.D.E. — Rapport final de la réunion d'experts sur la recherche des méthodes améliorées pour la préparation, l'évolution et l'exécution des programmes consacrés aux régions montagneuses A.G.R./T. (63). Paris, 11 mars 1963.

(22) C.E.A. — Septième journée d'études sur les problèmes économiques et sociaux de la population montagnarde européenne, CUNEO, 4-7 juillet 1963.

(23) M. CEPEDÉ. — Identification des zones rurales critiques, in O.C.D.E. : *Documentation dans l'Agriculture et l'Alimentation*, N° 66, Paris, 1964.

(24) M. CEPEDÉ. — Rapport pour le II<sup>e</sup> Congrès Mondial de la Population. O.N.U., Belgrade, août 1965. Communication à l'Académie des « Georgofili », Firenze 2 Maggio 1965.

(25) M. CEPEDÉ. — Mesure de la Productivité en Agriculture, R. M. A. Mai 1949.

d'œuvre ne saurait atteindre un niveau de vie acceptable. Cette dernière réaction n'est pas certes « économiquement logique » mais elle existe : dans la Pampa argentine où les ouvriers agricoles sont payés 400 pesos par jour (début 1965), les ouvriers des entrepreneurs qui assurent la récolte reçoivent jusqu'à 5 000 pesos (soit environ 150 francs nouveaux) par jour, mais cela seulement trente jours par an. Ces gens, dont le revenu annuel s'élève donc à 4 500 francs par an environ, vivent en oisifs dans la banlieue des grandes villes onze mois par an et s'ils se considèrent comme socialement très au-dessus du peon qui, en travaillant toute l'année, reçoit certes un peu moins en salaire, celui-ci a peut-être néanmoins un niveau de vie au moins équivalent...

Certes les critiques ne manquent pas :

Les employeurs industriels, singulièrement ceux qui ont décentralisé leurs usines en quête de main-d'œuvre plus abondante et surtout plus « docile », font des réflexions amères sur les « ouvriers-paysans » qui viennent se reposer à l'usine de leur surmenage agricole, qui, grâce à leurs exploitations de subsistance « tiennent » dans les conflits sociaux bien au-delà de ce que pourraient se permettre des ouvriers intégralement urbanisés. Ces « qualités » de résistance que les employeurs leur reprochent, les organisations ouvrières ne paraissent pas toujours les reconnaître aux ouvriers-paysans. Elles font remarquer que la dispersion géographique de ces travailleurs nuit à la cohésion dans l'action syndicale, diminue la pression apparente des mouvements de masse, facilite le « débauchage individuel », tandis que l'existence même des ressources provenant de l'exploitation agricole peut conduire l'ouvrier-paysan à accepter une rémunération inférieure de sa force de travail.

Les agriculteurs voisins et les techniciens condamnent parfois l'agriculteur à temps partiel en assurant que les exploitations où elle est pratiquée sont moins bien tenues que les autres. Les « part-time farmers » seraient de mauvais paysans sur les exploitations mal gérées. Il n'en est peut-être pas toujours ainsi : les lecteurs de la presse technique se recrutent parfois relativement plus parmi les agriculteurs qui ne sont pas qu'agriculteurs que chez les autres. Leur participation aux manifestations agricoles est parfois plus élevée... mais peut-être faut-il faire des distinctions. Les « gentlemen farmers » gagnent des prix en faisant de l'agriculture à coup d'argent, ce qui fait sourire les agriculteurs à temps plein. Qu'en est-il des agriculteurs à temps partiel ?

Les organisations professionnelles agricoles prétendent parfois ne réunir que des agriculteurs exploitants à temps plein. Quelles places accordent-elles ou refusent-elles aux agriculteurs à temps partiel ? militants, responsables, dirigeants ? Un dirigeant professionnel agricole peut-il être d'ailleurs autre chose qu'un agriculteur à temps partiel ? Alors, quelles sont les activités agricoles qui n'en-

lèvent pas la qualité d'agriculteur et celles qui l'enlèvent aux yeux des autres agriculteurs ?

D'autre part, il est difficile de ne pas se souvenir que la disparition de l'agriculture à temps partiel, conséquence de la « révolution industrielle » et de l'« industrialisation » de l'agriculture qui devrait en bonne logique conduire au triomphe de « l'entreprise agricole », a été prédite depuis deux siècles et cependant tant en Amérique du Nord qu'en Europe Occidentale, les deux continents dont il serait paradoxal de prétendre qu'ils n'ont pas tiré les conséquences de la « révolution industrielle », l'agriculture à temps partiel semble vivace et en tout cas est un leit-motiv de débats passionnés entre dirigeants tant professionnels que politiques. Se passionnerait-on autant sur l'avenir d'un moribond ? (26).

Dans les Alpes bavaoises, les revenus que les ménages ruraux tirent du tourisme sont des revenus supérieurs à ceux provenant de l'agriculture ; en Italie, à 40 p. 100 du revenu agricole dans la moitié des communes des Alpes centrales, à 10 à 15 p. 100 dans les autres (27). En Vallouise même, certaines des exploitations les plus petites et les mieux cultivées cependant le sont par des paysannes dont les maris, ouvriers-industriels, assurent les gros travaux à la place d'ouvriers salariés inexistants : si les ouvriers-paysans sont critiqués, ces fermes « d'ouvrier-paysanne » sont bien vivantes.

L'agriculture à temps partiel constituera le projet majeur de recherches du Laboratoire dans les mois à venir. Les problèmes démographiques que nous avons déjà abordés en évoquant les notions de minimum social et démographique, dominent l'étude du développement tant des zones critiques que des pays dits « en voie de développement ».

9. — Les travaux d'un certain nombre d'auteurs ont permis de dresser un tableau des caractéristiques fondamentales du sous-développement : prédominance des activités primaires, excès relatif de population, sous-emploi des facteurs de production, insuffisance des capitaux, manque de réceptivité au progrès technique et inadaptation des structures sociales et plus généralement de l'environnement social et culturel.

Ces deux derniers facteurs intéressent le sociologue au premier chef ; nous avons déjà envisagé le problème du progrès technique, mais il faut cependant ajouter une remarque : ce ne sont pas toujours dans les mêmes régions ou populations que se manifeste cette relative imperméabilité. On a observé (28)

(26) Conf. George M. BEAL et J.-A. BEEGLE et M. CEPÉDE. — I<sup>er</sup> Congrès Mondial de Sociologie Rurale, Dijon 1964.

(27) M. CEPÉDE, E.-S. ABENSOUR, P. et G. VEYRET. — La Vie rurale dans l'Arc alpin, F.A.O., 1960.

(28) Rapport du voyage zone critique : Bassin d'Aurillac.

en effet, que certaines régions, autrefois dynamiques, riches, « s'endormaient » progressivement sur les résultats acquis sans prendre garde au fait qu'elles étaient dépassées par des régions dont les capacités productives étaient certes plus faibles (29) mais qui avaient eu conscience de leur situation d'attardées et qui demandaient au progrès technique tout ce qu'il était susceptible de donner. La prise de conscience se situe, en fait, au « point de rupture » des structures sociales, au moment où l'environnement institutionnel n'est plus supportable. C'est à ce niveau que se situe le rôle des sociologues ainsi que le notaient les experts de l'O.C.D.E. (30) : « Le rôle du sociologue est essentiel ; il est de découvrir et de faire connaître les aspirations, parfois même d'éveiller et le plus souvent de définir les aspirations cachées sous une résignation de façade ou un vocabulaire mystifiant » : Châtaigneraie — qui veut changer — et Bassin d'Aurillac — malade qui s'ignore — ont donc tous deux besoin à des titres différents de l'aide de la Sociologie rurale, l'une pour faire connaître ses aspirations, l'autre pour les éveiller.

L'étude approfondie de telles zones réserve parfois des surprises aussi bien aux économistes qu'aux sociologues, particulièrement lorsque les investigations portent sur les revenus des habitants. Une zone, envisagée strictement du point de vue agricole, peut en effet être considérée comme critique alors que ses habitants jouissent de revenus plus confortables — nous avons d'ailleurs évoqué le problème — provenant de sources extra-agricoles.

Ceci pose le problème de l'évaluation des revenus et de la non-discrimination que font les statistiques dans les revenus des ménages agricoles ; problème qui demande une solution urgente pour dissiper certaines « illusions », bases de calculs erronées, en particulier pour les planifications aussi bien en ce qui concerne l'établissement des programmes de développement.

10. — Les difficultés que pose l'élaboration des programmes de développement ne se situent pas uniquement au niveau des statistiques plus ou moins complètes ; la détermination de ce que désirent les intéressés — à condition que l'on n'ait pas décidé de faire le bonheur des gens malgré eux — est sans doute un des problèmes les plus graves que seuls les sociologues sont à même de résoudre. Il peut en effet se faire que ces souhaits ne soient pas conformes aux décisions globales ; le problème est alors de concevoir un plan « avec les conditions dans

lesquelles le choix des intéressés se portera au moins globalement sur des mesures conformes aux objectifs », ce qui exige de connaître les motivations profondes de ces gens.

Cette transformation des souhaits est facilitée par l'adhésion des vrais leaders, et pas forcément des notables, de la population considérée, mais faut-il encore les connaître.

Le rôle du sociologue est donc de pénétrer la structure profonde de la population, de déceler les réseaux d'influence et d'information. De nombreux exemples montrent combien un plan, si bien conçu soit-il, est vulnérable s'il lui est opposé la force d'inertie d'une structure sociale.

### III. — VERS UNE COOPERATION INELUCTABLE

A partir du moment où les chercheurs veulent accepter de se coller avec les faits et ne pas se contenter de discuter de doctrines, de construire des théories abstraites et de se refuser à reconnaître l'existence des réalités dites « aberrantes », nous pouvons souscrire à la déclaration d'André Piatier au Colloque de Bourges (31) : « Jusqu'à présent, savants et chercheurs ont essayé de trouver des séparations entre leurs disciplines. Mais l'expérience démontre chaque jour que tout est économique, tout est sociologique, tout est culturel. Il n'y a plus de cloisons, de murs entre chercheurs, seuls les instruments et la méthodologie demeurent différents. « Les économistes ruraux, ceux du moins qui n'ont pas accepté de se cantonner dans la chrématistique, sont naturellement conscients de cette unité d'une réalité qu'il convient d'approcher de divers angles pour la comprendre. Que Sismondi, Marx, Veblen soient considérés comme des « sociologues » plus que des « économistes », au dire de certains de ceux-ci, n'est pas pour décourager l'économiste rural de vouloir englober dans sa discipline la sociologie rurale.

Lorsqu'après l'avoir moqué pendant un siècle et demi, les économistes sont conduits à reconnaître que le Tableau Economique de Quesnay est le modèle des modèles, ils sont amenés à en retirer les relations entre l'homme et la terre parce qu'elles apportent un élément à la fois mal mesurable et déséquilibrant. Car il leur arrive encore, malgré Keynes et ses successeurs, de faire de l'équilibre le plus statique le but de l'économie alors qu'il n'y a rien de semblable dans la réalité car, Dieu merci, la réalité est vivante et de tels équilibres ne peuvent être envisagés que dans un état de mort absolue. Introduire des déséquilibres dans le modèle est la condition de son animation et aussi de constater

(29) Rapport du voyage zone critique : cas de la Châtaigneraie (Cantal).

(30) Rapports O.C.D.E., 18/09, 1962.

(31) L'expansion de la recherche scientifique, N° 22, avril-mai 1965.

que nous ne vivons pas dans le meilleur des mondes possibles, même si chacun recevait autant qu'il donne. J.-M. Keynes a eu le mérite de déclarer que « l'équilibre » pouvait se réaliser à des « niveaux différents de sous-emploi » ; il est « d'une souveraine évidence », pour employer une formule physiocratique, pour ceux qui observent les réalités agricoles et alimentaires, que « l'équilibre » peut se réaliser d'une part à des niveaux différents de sous-consommation, singulièrement de sous-alimentation, et d'autre part à des niveaux différents de sous-emploi ou de sur-exploitation des facteurs de production : la terre et le travailleur, les deux sources de toute richesse. La nourriture comme la santé et la formation intellectuelle des travailleurs sont alors réintégrées comme facteurs de production. Les investissements humains, sociaux, intellectuels retrouvent leur place parmi les « avances souveraines » que l'homme, « maître de la nature », doit lui faire

pour « l'aménager à son usage » et à celui de sa propre « semence », c'est-à-dire de la « race future ». La « société d'abondance », fruit comme la « misère des multitudes » de notre administration malhabile ou perverse, pose elle aussi des problèmes à l'économiste que celui-ci ne peut résoudre sans faire appel aux instruments et à la méthodologie du sociologue. Qu'il faille à l'économiste quelques lueurs de sciences de l'homme est plutôt satisfaisant et ne serait-ce pas un simple cas particulier de cette remarque de Bernard Palissy :

« Il faut que chacun mette peine d'entendre son art et pourquoi il est requis, que les laboureurs aient quelque philosophie ou autrement ils ne font qu'avorter la terre et meurtrir les arbres » (32).

---

(32) Bernard PALISSY - œuvres - Paris 1777 cité in (10)